

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)
(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

ORDONNANCE DU 10 AVRIL 2020

N° 20 - 76

Décision déferée au premier président :

N° RG 20/01556 -
N° Portalis
DBVK-V-B7E-ORY
G

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention du Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER en date du 10 Avril 2020 enregistrée au répertoire général sous le n°20/290.

APPELANT

MONSIEUR LE
PROCUREUR DE
LA REPUBLIQUE

MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, demeurant PLACE
PIERRE FLOTTE PALAIS DE JUSTICE - 34000 MONTPELLIER

C/

M. LE DIRECTEUR
DU CENTRE
HOSPITALIER
REGIONAL
Renée SALVAGNAC

EN PRESENCE DE :

M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL, demeurant
Hôpital de la Colombière - Secteur MONTPELLIER VILLE II - 34295
MONTPELLIER CX 5

Madame Renée SALVAGNAC
née le 27 Mars 1976

*_*_*_*_*

Nous, Bertrand PAGES, Conseiller à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par monsieur le premier président, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011- 846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n°2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu l'ordonnance rendue le 10 Avril 2020 par le Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER rejetant la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par le Directeur du Centre Hospitalier Régional Universitaire à l'égard de Madame Renée SALVAGNAC et ordonné la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

Vu l'appel interjeté le 10 avril 2020 à 16 heures 39, par le procureur de la République de Montpellier et sa demande tendant à déclarer son recours suspensif,

Vu les notifications faites par le ministère public de la déclaration d'appel en date du 10 avril 2020 mentionnant que des observations en réponse à la demande de déclaration d'appel suspensif peuvent être transmises par tout moyen au secrétariat du premier président dans un délai de deux heures à :

- 16 heures 48 au directeur d'établissement
- 17 heures 13 à son avocat
- 16 heures 50 à la personne qui fait l'objet de soins

Vu les observations du conseil de Madame Renée SALVAGNAC, reçues par fax le 10 avril 2020 à 20h23, soit au delà du délai de 2 heures,

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la régularité de l'appel du ministère public :

Les éléments de la procédure communiqués par fax conduisent à relever que l'appel du ministère public a été régulièrement relevé dans le délai de six heures et que les parties ont été mises en demeure de faire valoir leurs observations dans le délai de deux heures suivant la notification de la déclaration d'appel.

Les dispositions des articles L3211-12-4 et R 3211-20 du code de la santé publique ont donc été respectées par le ministère public. En conséquence l'appel du ministère public doit être déclaré régulier et recevable en la forme.

Sur l'effet suspensif sollicité :

L'article L3211-12-4 du code de la santé publique stipule expressément que l'appel du ministère public tendant à déclarer son recours suspensif doit être accompagné d'une demande faisant état du risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui. Cette exigence textuelle a été posée, rappel fait de ce que le principe de l'appel d'une décision du juge des libertés et de la détention en matière de protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatrique n'a pas d'effet suspensif. L'appel, dont la Cour se trouve saisie, comporte une demande et un argumentaire faisant état des risques d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui tels qu'ils résultent des certificats médicaux.

En l'espèce, par ordonnance du 10 avril 2020, la juge des libertés et de la détention de Montpellier a rejeté la demande de maintien en hospitalisation complète de Madame Renée SALVAGNAC au motif qu'il n'avait pas été organisé de débat contradictoire par un moyen de télécommunication, alors que cette possibilité lui était, à elle seule, réservée par la loi.

Il convient en outre de rappeler le centre hospitalier universitaire de Montpellier a indiqué dans une attestation du 1^{er} avril 2020, communiquée aux débats, que son pôle de psychiatrie n'était plus doté de systèmes de visioconférence suite à la loi du 27 septembre 2013 qui a abrogé la possibilité d'y recourir dans ce type de contentieux.

A l'appui de sa demande de suspension des effets de la décision du juge des libertés et de la détention, le procureur de la République du tribunal judiciaire de Montpellier fait valoir que la mainlevée de cette mesure fait naître un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui en ce que l'état de la patiente est non stabilisé et la place dans une situation de danger.

Dans ses observations, le conseil de l'intéressée développe un certain nombre de moyens de pur droit en lien avec l'appel au fonds et demande la confirmation de l'ordonnance du juge des libertés de la détention.

En l'espèce, Madame Renée SALVAGNAC a été admise en "péril imminent" le 2 avril 2020 en soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète suite à des troubles graves

du comportement, avec rupture de l'état antérieur, délire non systématisé, hallucination, évocation de télépathie.

L'avis médical motivé du 9 avril 2020 indique que l'hospitalisation demeure toujours justifiée car l'état de santé de patiente, qui présente toujours divers troubles, reste très préoccupant, cette dernière n'étant pas stabilisée. Elle reste fermée, opposante, présente des idées délirantes avec une thématique mégalomaniaque et fait des projections sur la pandémie actuelle.

Il résulte de cet avis médical, concordant avec les certificats de 24 et 72 heures, ainsi que des circonstances dans lesquelles l'intéressée a été admise en soins sans consentement, que cette dernière se trouve toujours dans l'impossibilité de consentement pérenne aux soins et que persistent des risques avérés d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui.

En conséquence, il y a lieu de suspendre les effets de l'ordonnance prononcée par le juge des libertés et de la détention accordant la mainlevée de la mesure de soins psychiatriques concernant Madame Renée SALVAGNAC.

PAR CES MOTIFS,

Statuant dans les formes requises par les textes susvisés,

Déclarons recevables l'appel formé par le Procureur de la République du Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER et sa demande tendant à voir déclarer son recours suspensif,

Disons fondée sa demande et ordonnons la suspension des effets de l'ordonnance déferée,

Disons que l'affaire est fixée au fond devant le magistrat délégué par Monsieur le premier président de la cour d'appel de Montpellier, le **SAMEDI 11 Avril 2020 à 14 h 15.**

Disons que la présente décision sera portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins,

Rappelons que la présente décision est communiquée au procureur de la République qui veille à son exécution et en informe le directeur d'établissement et le préfet le cas échéant,

Disons que la notification de la présente décision vaut convocation aux jour et heures précités,

Disons que les parties devront faire parvenir leurs observations par écrit ou faire savoir par tout moyen s'ils demandent à être entendus.

Fait à Montpellier le 10 Avril 2020 à 20 heures 59.

Le magistrat délégué

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.